

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/41

16 avril 1998

(98-1523)

Comité des pratiques antidumping  
Groupe de travail spécial de la  
mise en oeuvre de l'Accord

Original: anglais

QUESTION 1\* - ARTICLE 6.5 TRAITEMENT DES  
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS  
QUESTION 2\* - PERIODE DE COLLECTE DES DONNÉES  
QUESTION 5\* - ARTICLE 5.5 "NOTIFICATION ADRESSÉE  
AU MEMBRE EXPORTATEUR"  
QUESTION 7\* - ARTICLE 6.9 DIVULGATION DES FAITS ESSENTIELS  
QUESTION 10\* - ARTICLE 9 "FIXATION DES DROITS"

Communication des États-Unis

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 avril 1998.

Question 1, article 6.5 - "Traitement des renseignements confidentiels"

Les États-Unis ont déjà présenté deux communications sur ce sujet: G/ADP/AHG/W/3 (21 mars 1997) et G/ADP/AHG/W/26 (13 octobre 1997). A la suite du débat qui s'est déroulé lors de la dernière réunion du Groupe de travail spécial en octobre 1997, il a été convenu que le Secrétariat établirait une liste des types de renseignements qui, d'après les réponses des Membres à la demande figurant dans l'aérogramme WTO/AIR/643, étaient considérés comme étant "de nature confidentielle". Voici donc les renseignements que les États-Unis considèrent comme étant "de nature confidentielle".

Comme nous l'avons indiqué dans les communications antérieures, selon la législation américaine en matière de droits antidumping, une requête alléguant un "dumping" doit être déposée le même jour auprès du Département du commerce (le Département) et de la Commission du commerce international des États-Unis (la Commission). Le Département du commerce détermine s'il y a dumping, tandis que la Commission détermine si une branche de production des États-Unis a subi un dommage important, est menacée d'un dommage important ou encore si la création d'une branche de production des États-Unis subit un retard du fait que les importations sont vendues à un prix inférieur à leur juste valeur. Chaque entité a sa propre définition des "renseignements confidentiels". On trouvera ci-après un aperçu des catégories de renseignements que chacune d'entre elles considère comme étant "confidentiels".

---

\*Les questions sont reprises du document G/ADP/W/401.

Département du commerce des États-Unis

Le Département du commerce désigne sous le nom de "renseignements commerciaux exclusifs" les renseignements "confidentiels" visés à l'article 6.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping). En vertu de ses règlements, le Département reconnaît que quatre catégories de renseignements peuvent être prises en compte dans une procédure antidumping: les renseignements mis à la disposition du public, les renseignements commerciaux exclusifs, les renseignements protégés (comme ceux qui relèvent du secret professionnel de l'avocat) et les renseignements classés (ceux qui sont protégés pour des raisons de sécurité nationale).<sup>1</sup> Dans l'ensemble, les renseignements mis à la disposition du public sont ceux qui sont accessibles au public, alors que les renseignements commerciaux exclusifs sont fournis par des particuliers parties à la procédure et ne peuvent être divulgués (si tant est qu'ils puissent l'être) qu'à des requérants autorisés en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative valide.<sup>2</sup> A la différence des renseignements commerciaux exclusifs, les renseignements protégés et les renseignements classés ne peuvent pas être divulgués, même en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

Renseignements commerciaux exclusifs pouvant être divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative

Le Département considère en général les données de fait ci-après comme étant des renseignements commerciaux exclusifs, sous réserve que la personne qui les a fournis les ait désignés comme tels: 1) les secrets commerciaux concernant la nature d'un produit ou un procédé de production; 2) les coûts de production (mais non la nature des composants entrant dans la production du produit, c'est-à-dire parties et matériel, à moins qu'un composant particulier ne soit un secret commercial); 3) les coûts de distribution (mais non les circuits de distribution); 4) les conditions de vente (mais non les conditions de vente offertes au public); 5) les prix pratiqués dans le cadre de ventes individuelles, de ventes probables ou d'autres offres; 6) le nom de clients, distributeurs ou fournisseurs particuliers<sup>3</sup> 7) la marge de dumping des ventes individuelles; 8) le nom des particuliers auprès desquels des renseignements commerciaux exclusifs ont été obtenus; 9) la position d'un producteur national ou des travailleurs nationaux face à une requête; et 10) tous autres renseignements commerciaux exclusifs dont la divulgation au public compromettrait de façon substantielle la position concurrentielle de la personne qui les a communiqués.<sup>4</sup>

Commission du commerce international des États-Unis

La Commission, comme le Département du commerce, désigne sous le nom de "renseignements commerciaux exclusifs" les renseignements confidentiels ou protégés. La Commission a établi par voie de règlement que l'on entend par renseignements commerciaux exclusifs les renseignements "qui touchent ou se rapportent aux secrets commerciaux, aux procédés, opérations, styles d'installations ou appareils, ou à la production, aux ventes, aux expéditions, aux achats, aux transferts, à l'identité des clients, aux stocks, ou au montant ou à la source de tous revenus, bénéfices, pertes ou dépenses de toute personne, entreprise, société de personnes, société de capitaux ou autre

---

<sup>1</sup> Voir 19 C.F.R.351.105.

<sup>2</sup> La personne qui fournit les renseignements exclusifs doit aussi déposer auprès du Département une version "publique" du même document.

<sup>3</sup> Mais non la destination des marchandises vendues ou la désignation du type de client, de distributeur ou de fournisseur, à moins que la destination ou la désignation ne révèle le nom du client.

<sup>4</sup> Voir 19 C.F.R. 351.105 c).

forme d'organisation, ou à d'autres renseignements d'intérêt commercial, dont la divulgation risquerait d'avoir pour effet soit de compromettre la capacité de la Commission d'obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions réglementaires, soit de nuire de façon substantielle à la compétitivité de la personne, de l'entreprise, de la société de personnes, de la société de capitaux ou de toute autre forme d'organisation auprès de laquelle le renseignement a été obtenu."<sup>5</sup> La Commission divulgue les renseignements commerciaux exclusifs à des représentants désignés des parties intéressées qui sont parties à la procédure et/ou ont demandé et obtenu l'accès à ces renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative rendue par elle. La Commission accepte de divulguer ces renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire, à moins qu'il s'agisse de renseignements privilégiés ou classés ou de renseignements particuliers dont la nature exige clairement qu'ils ne soient pas divulgués.<sup>6</sup>

## Question 2 - "Période de collecte des données"

Les États-Unis ont déjà présenté une communication sur leur pratique en ce qui concerne ce sujet, distribuée sous la cote G/ADP/AHG/W/28 (8 octobre 1997). Dans le cadre du débat qui a eu lieu à la dernière réunion du Groupe de travail spécial en octobre 1997, il a été convenu que le Secrétariat inviterait les Membres à communiquer les renseignements additionnels décrits dans l'aérogamme WTO/AIR/750 (8 janvier 1998).

### Introduction

La législation américaine en matière antidumping est administrée conjointement par le Département du commerce des États-Unis (le Département) et par la Commission du commerce international des États-Unis (la Commission). Chacune de ces entités mène des enquêtes distinctes, et les périodes de collecte des données sont différentes. Le Département enquête en vue de déterminer si les ventes ont été effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale, alors que la Commission enquête en vue de déterminer si une branche de production nationale aux États-Unis subit un dommage important ou est menacée de subir un dommage important, ou s'il y a un retard important dans la création d'une branche de production nationale, parce que des importations sont vendues à un prix inférieur à leur valeur normale.

### Département du commerce

Les règlements du Département<sup>7</sup> contiennent des lignes directrices touchant les périodes de collecte des données, qui prévoient que le Département prend normalement en compte les transactions relatives à des marchandises vendues au cours des quatre trimestres complets de l'exercice budgétaire les plus récents à compter du mois qui précède celui où la requête a été présentée, ou celui où le Département a décidé de l'ouverture d'une enquête d'office. Pour les pays à économie autre que de marché, la période sur laquelle porte l'enquête couvre normalement les deux trimestres complets de l'exercice budgétaire les plus récents à compter du mois qui précède celui où la requête a été présentée, ou celui où le Département a décidé de l'ouverture d'une enquête d'office.<sup>8</sup>

L'une des questions soulevées pendant l'examen de ce point à la réunion du Groupe de travail spécial d'octobre 1997 portait sur la différence entre la "période de collecte des données" aux fins de

---

<sup>5</sup> Voir 19 C.F.R. 201.6 a) 1).

<sup>6</sup> Voir 19 C.F.R. 207.7 g) 2).

<sup>7</sup> Voir 19 C.F.R. 351.204.

<sup>8</sup> Voir 19 C.F.R. 351.204 b) 1).

l'enquête et ce que le Canada appelait la "période visée par l'analyse de rentabilité" dans sa communication (G/ADP/AHG/30). Le Canada avait également noté dans ladite communication que l'Accord antidumping ne définissait pas expressément la période de collecte des données aux fins d'une enquête antidumping, mais que l'article 2.2.1 contenait toutefois une certaine référence à la période.<sup>9</sup>

Le Département se conforme aux dispositions de l'article 2.2.1 en recueillant des données concernant les ventes sur le marché intérieur de l'exportateur, en vue de déterminer si les prix de vente sur ledit marché pourraient être utilisés comme base pour la valeur normale. S'il est déterminé que les ventes d'un produit ont été effectuées à des prix inférieurs à son coût de production, celles-ci sont considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales et sont écartées du calcul de la valeur normale. À cet égard, la législation des États-Unis reprend les prescriptions de l'article 2.2.1 et prévoit que lorsque les ventes dites "à des prix inférieurs au coût de production" sont effectuées 1) sur une longue période en quantités substantielles, et 2) à des prix ne permettant pas de couvrir les frais dans un délai raisonnable, elles ne doivent pas être prises en compte dans la détermination de la valeur normale.<sup>10</sup> Conformément à l'Accord, une longue période pour une enquête ou un réexamen s'entend d'une période qui est normalement d'un an, mais ne peut être inférieure à six mois.<sup>11</sup> Les frais sont considérés comme couverts lorsque le prix de vente, qui peut avoir été inférieur au coût de production au moment de la vente, est supérieur au coût unitaire moyen pondéré pour l'ensemble de la période couverte par l'enquête ou par le réexamen.

#### Commission du commerce international

La Commission est chargée de déterminer si une branche de production américaine subit un dommage important ou est menacée de subir un dommage important, ou si la création d'une branche de production aux États-Unis subit un retard important du fait des importations de la marchandise qui fait l'objet de l'enquête antidumping.<sup>12</sup>

Afin de constituer un dossier sur lequel pouvoir fonder la détermination quant à l'existence d'un dommage important causé par des importations faisant l'objet d'un dumping, la Commission établit des questionnaires qui lui permettent de recueillir des renseignements auprès des producteurs américains, des importateurs américains et des producteurs étrangers. Des questionnaires différents sont envoyés au stade préliminaire et au stade final de l'enquête si bien que les déterminations sont établies sur la base de renseignements à jour concernant les importations en cause et la branche de production. Les renseignements demandés dans les questionnaires portent généralement sur les trois années civiles précédentes et, pour une année incomplète, les trimestres civils complets qui précèdent l'établissement

---

<sup>9</sup> L'article 2.2.1 est libellé comme suit:

2.2.1 Les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur ou les ventes à un pays tiers à des prix inférieurs aux coûts de production unitaires (fixes et variables) majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général ne pourront être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix et ne pourront être écartées de la détermination de la valeur normale que si les autorités déterminent que de telles ventes sont effectuées *sur une longue période*\*\* en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable. Si les prix qui sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente sont supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il sera considéré que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable. [\*\*Note de bas de page 4: *Cette longue période devrait normalement être d'un an, mais ne sera en aucun cas inférieure à six mois.* (non souligné dans le texte)]

<sup>10</sup> Voir l'article 773 b) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>11</sup> Voir 19 C.F.R. 351.406 b) (la longue période "est normalement celle qui coïncide avec la période où ont été effectuées les ventes examinées aux fins de la détermination de la valeur normale").

<sup>12</sup> Voir 19 U.S.C. 1673 2).

du questionnaire. Mais la Commission peut modifier la durée de la période couverte par l'enquête si cela permet de se faire une idée plus exacte du cycle de production saisonnière ou du cycle économique de la branche de production. Les données financières recueillies auprès des entreprises portent sur les exercices budgétaires de chacune et les trimestres civils qui se sont écoulés depuis la fin du dernier de ces exercices.

Les questions ci-après ont été proposées par le Secrétariat:

- 1) "Que se passe-t-il si l'on constate que la période initiale qui a été choisie n'est pas adéquate ou n'est pas appropriée?"

#### La Commission

Comme il a été dit précédemment, la Commission a toute latitude pour modifier la durée de la période couverte par son enquête, si cela permet de se faire une idée plus exacte des circonstances propres à la branche de production qui fait l'objet de l'enquête.

#### Le Département

Le Département est lui aussi libre, en vertu de sa réglementation, de prendre en compte les transactions relatives à des marchandises vendues au cours d'une période additionnelle ou d'une autre période qu'il jugerait appropriées pour les contrats à long terme et le cas des commandes spéciales ou des ventes adaptées aux besoins du client.<sup>13</sup> Cependant, la pratique du Département ne consiste généralement pas à modifier la période couverte par l'enquête après qu'une détermination préliminaire a été établie, parce que les parties se retrouveraient avec une série de données et de questions entièrement nouvelles, sur lesquelles elles devraient se prononcer. Des renseignements communiqués après la détermination préliminaire concernant une période couverte par l'enquête différente de celle qui a été déterminée initialement par le Département appelleraient une réponse nouvelle et non sollicitée au questionnaire.

- 2) "De quelle façon la période est-elle déterminée dans les enquêtes en réexamen ou lorsqu'un remboursement intervient?"

#### La Commission

La Commission n'entreprend pas de réexamen administratif des ordonnances imposant des droits antidumping et elle n'est pas impliquée lorsqu'un remboursement intervient.

#### Le Département

Le Département procède à des réexamens administratifs annuels pouvant donner lieu à des remboursements. La législation américaine prévoit qu'au moins une fois par période de 12 mois commençant au jour anniversaire de la date de publication d'une ordonnance imposant des droits antidumping, si une demande de réexamen a été reçue (et après avoir publié un avis de réexamen), le Département réexaminera et déterminera le montant de tout droit antidumping.<sup>14</sup> La période pour un "premier" réexamen annuel est généralement de 16 à 18 mois, et de 12 mois pour tous les réexamens ultérieurs. La période de collecte des données pour le premier réexamen annuel est plus longue, puisqu'elle comprend normalement la période couverte par l'enquête comprise entre la suspension de la liquidation en douane sur les lots de la marchandise visée par la détermination préliminaire et

---

<sup>13</sup> Voir 19 C.F.R. 351.204 b) 1).

<sup>14</sup> Voir l'article 751 de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

l'ordonnance imposant des droits antidumping, ainsi que les 12 mois qui suivent ladite ordonnance. Comme il a été dit, la période pour les réexamens ultérieurs est de 12 mois et la fixation d'autres périodes possibles pour la collecte des données dans le cadre d'un réexamen est extrêmement rare.

- 3) "De quelle manière la période est-elle définie dans les cas où les taux de change fluctuent?"

Vu que la Commission applique normalement une période de réexamen relativement longue (à savoir trois ans), les questions ayant trait aux fluctuations des taux de change sont généralement traitées par le Département. Ce dernier ne modifie pas sa période de collecte des données pour rendre compte des fluctuations ou des mouvements durables des taux de change. Au contraire, conformément à l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping, le Département a pour pratique d'ignorer une fluctuation des taux de change et de la remplacer par le taux de change en vigueur au moment de la fluctuation (à savoir, le taux "de référence"). Le taux de référence est le taux moyen pour les 40 derniers jours considérés. Lorsque les taux de change subissent des mouvements durables, la législation américaine contient une disposition également conforme à l'article 2.4.1 qui prévoit que, au cours d'une enquête antidumping et en cas de mouvement durable de la valeur de la monnaie étrangère considérée par rapport au dollar des États-Unis, l'autorité administrante accorde au moins 60 jours aux exportateurs pour ajuster leurs prix à l'exportation afin de tenir compte de ce mouvement durable.<sup>15</sup> En conséquence, le Département donne aux exportateurs la possibilité d'ajuster leurs prix au cours de la période couverte par l'enquête, afin de faire en sorte que les mouvements durables ne faussent pas le calcul de la marge de dumping.

Question 5, article 5.5 - "Notification adressée au pays exportateur"

Les États-Unis ont déjà présenté une communication sur ce sujet, distribuée sous la cote G/ADP/AHG/W/3 (21 mars 1997), dans laquelle ils ont fourni des renseignements sur la façon dont ils appliquent l'article 5.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping). À la suite du débat qui s'est déroulé lors de la dernière réunion du Groupe de travail spécial en octobre 1997, il a été convenu que le Secrétariat inviterait les Membres, dans l'aérogamme WTO/AIR/643, à fournir d'autres renseignements sur la façon dont ils appliquent l'article 5.5 et dont ils envisagent le paragraphe 10 de la communication de la Norvège (G/ADP/AHG/W/33) sur les "conclusions préliminaires". Les États-Unis présentent les renseignements ci-après à titre de précisions supplémentaires sur la façon dont ils appliquent l'article 5.5 (fondées sur leur communication précédente) et font part de leur avis concernant le paragraphe 10 de la communication de la Norvège.

L'article 5.5 de l'Accord antidumping stipule: "après avoir été saisies d'une demande dûment documentée et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, les autorités aviseront le gouvernement du Membre exportateur concerné". L'entité administrante quant à elle évite de rendre publique cette demande sauf si décision a été prise d'ouvrir une enquête.

La Loi<sup>16</sup> et le règlement<sup>17</sup> antidumping contiennent des dispositions visant à faire en sorte que ces prescriptions de l'OMC soient respectées. La législation américaine prévoit que le Département du commerce (le Département) doit aviser le gouvernement concerné.<sup>18</sup> Dans la pratique, dès que la

---

<sup>15</sup> Voir l'article 773A b) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>16</sup> Voir l'article 732 b) 3) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>17</sup> Voir 19 C.F.R. 351.202 f).

<sup>18</sup> Voir l'article 732 b) 3) A) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

nouvelle requête est dûment déposée (auprès du Département et de la Commission du commerce international (la Commission)), le Département prend contact avec l'ambassade du pays exportateur.

Les États-Unis sont conscients des effets que pourrait avoir sur le commerce du produit qui pourrait faire l'objet d'une enquête la divulgation d'une requête en attente. La branche de production nationale et les parties qui pourraient être impliquées dans une enquête antidumping risqueraient de s'en trouver lésées. À cet égard, tel qu'il ressort d'une pratique constante, les entités s'attachent à éviter au maximum que les requêtes en attente ou les projets de requêtes soient divulgués ou qu'il y soit donné accès.<sup>19</sup> Conformément aux limites imposées par l'Accord de l'OMC en ce qui concerne la divulgation d'une requête en attente, le Département ne discute pas de la question avec d'autres parties que le ou les requérants. Avant de décider s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête, il n'accepte de communication orale ou écrite non sollicitée que de la partie intéressée représentant la branche de production nationale, à l'exception des demandes d'information concernant l'état d'avancement de son examen de la requête.<sup>20</sup> Cependant, avant de prendre une décision quant à l'ouverture d'une enquête, le Département accepte les observations sur la question du soutien de la branche de production présentées par ceux qui pourraient prétendre à la qualité de partie intéressée si une enquête était ouverte.<sup>21</sup>

À la réunion du Groupe de travail spécial d'avril 1997, la Norvège est convenue de rédiger un résumé du débat sur la question 2 relative aux notifications visées à l'article 5.5. Au paragraphe 10 de sa communication, distribuée sous la cote G/ADP/AHG/W/33, elle a présenté les conclusions préliminaires ci-après pour faire avancer le débat:

- la deuxième phrase de l'article 5.5 doit être considérée comme une exception par rapport à la première phrase;
- l'article 5.5 doit être lu en liaison avec l'article 12.1, pour mieux en préciser l'objet; et
- la notification visée à l'article 5.5 doit intervenir avant "l'action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête conformément à l'article 5" (voir note de bas de page 1 de l'Accord antidumping).

S'agissant de la première conclusion préliminaire de la Norvège, les États-Unis croient comprendre que certains pourraient considérer la deuxième phrase de l'article 5.5 comme une exception par rapport à la première. L'article 5.5 est libellé comme suit:

Les autorités éviteront, sauf si une décision a été prise d'ouvrir une enquête, de rendre publique la demande d'ouverture d'une enquête. Toutefois, après avoir été saisies d'une demande dûment documentée et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, les autorités aviseront le gouvernement du Membre exportateur concerné.

---

<sup>19</sup> Dans la pratique, un requérant potentiel peut présenter des questions et/ou un projet de requête en observations et réexamen de la part du Département et de la Commission avant le dépôt de la requête officielle. Ce réexamen préalable permet de s'assurer que la requête officielle remplit les critères légaux requis pour l'ouverture d'une enquête. Pendant le réexamen du projet et, en dernier ressort, de la requête officielle, l'entité n'autorise qu'un petit nombre de membres de son personnel à examiner si les critères requis sont remplis, ce qui garantit le caractère confidentiel de la requête.

<sup>20</sup> Voir l'article 732 b) 3) B) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>21</sup> Voir l'article 732 c) 4) E) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée. (L'expression "partie intéressée" désigne, dans ce contexte, le gouvernement du pays exportateur de la marchandise visée, ainsi que les exportateurs et importateurs de ladite marchandise.)

Toutefois, selon les États-Unis, le fait d'aviser le gouvernement du Membre exportateur conformément à la deuxième phrase de l'article 5.5 ne revient pas à "rendre publique" la demande conformément à la première phrase dudit article. La deuxième phrase n'est donc pas une exception par rapport à la première. À l'inverse, toutes deux présupposent que les autorités éviteront de rendre publique la demande avant qu'une décision d'ouvrir une enquête ait été prise. Les États-Unis proposent donc de tirer la conclusion ci-après concernant ce point: la notification prévue dans la deuxième phrase de l'article 5.5 ne consiste pas à rendre publique la demande présentée au sens de la première phrase dudit article.

S'agissant de la deuxième conclusion préliminaire figurant dans la communication de la Norvège, les États-Unis pensent eux aussi que les articles 5.5 et 12.1 devaient être lus en parallèle, pour mieux en préciser les différents objets. L'article 5.5 prévoit expressément que seul le gouvernement du Membre exportateur concerné sera avisé (ce qui ne revient pas à "rendre publique" la demande d'ouverture); il ne propose pas de notification publique. À l'inverse, l'article 12.1 prévoit clairement la publication d'un avis. Donc, si on lit les deux articles en parallèle, il apparaît que l'article 5.5 a pour objet de prévoir qu'une notification sera adressée au gouvernement du Membre exportateur avant l'ouverture de l'enquête, et avant la publication d'un avis concernant une telle ouverture. Conformément à l'article 5.5, les autorités devraient éviter de rendre publique la demande d'ouverture d'une enquête jusqu'à ce qu'elles aient pris la décision d'ouvrir l'enquête. Cependant, une fois cette décision prise et aux termes de l'article 12.1, "le ou les Membres dont les produits feront l'objet de l'enquête et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière, recevront une notification et un avis sera rendu public".

Enfin, s'agissant de la troisième conclusion préliminaire figurant dans la communication de la Norvège, les États-Unis estiment eux aussi que l'obligation pour les autorités de présenter, comme le prévoit l'article 5, une notification "après avoir été saisies d'une demande dûment documentées et avant de procéder à l'ouverture" implique que la notification doit être présentée suffisamment longtemps avant l'action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête. Cette notification préalable est nécessaire pour informer le Membre exportateur qu'une demande dûment documentée a été reçue (voir le paragraphe 6 de la communication de la Norvège). Lorsque les procédures internes d'un Membre sont telles qu'une décision d'ouvrir une enquête est prise avant la date à laquelle cette décision est publiée et/ou prend effet, et afin que la notification soit présentée par les autorités "après avoir été saisies d'une demande dûment documentée et avant de procéder à l'ouverture", elle doit l'être avant la date à laquelle la décision est prise, quelle que soit la date de publication ou d'application de cette dernière. Les États-Unis suggèrent que la troisième conclusion soit révisée de façon à tenir compte de ces points, qui ont été soulevés par d'autres Membres et dont il est également question dans les paragraphes 6 à 8 de la communication de la Norvège.

#### Question 7, article 6.9 - Divulgence des faits essentiels

À la suite du débat qui s'est déroulé lors de la dernière réunion du Groupe de travail spécial en octobre 1997, il a été convenu que le Secrétariat inviterait les Membres à communiquer des renseignements additionnels sur ce sujet, comme il est indiqué dans l'aérogramme WTO/AIR/750 (8 janvier 1998). Les Membres étaient invités à présenter leurs vues sur ce qu'étaient les renseignements minimaux qu'ils considéraient comme "essentiels" et qui devaient être divulgués. Le Secrétariat a précisé que cette liste de renseignements minimaux pourrait en définitive constituer la base d'une liste exemplative des renseignements qui seraient divulgués en tant que "faits essentiels" dans les déterminations préliminaires.

Les États-Unis ont déjà exposé leurs vues sur ce que sont les "faits essentiels" dans le document G/ADP/AHG/W/27. Le Département du commerce des États-Unis (le Département) et la Commission du commerce international des États-Unis (la Commission) ont mis en place depuis longtemps, dans un souci de transparence, des procédures relatives à la divulgation aux parties des faits essentiels sur lesquels sont fondées leurs déterminations antidumping. Ces procédures, décrites en détail dans le

document G/ADP/AHG/W/27, concernant la divulgation des faits essentiels et des calculs qui conduisent à l'adoption de mesures définitives dans des enquêtes antidumping.

Les États-Unis pensent que tous les renseignements présentés au cours d'une enquête antidumping sont "essentiels" et doivent être divulgués. Pour cette raison, les renseignements qui sont fournis en temps voulu au Département ou à la Commission font l'objet d'observations de la part des autres parties à la procédure dans un délai raisonnable fixé par le Département ou par la Commission. Ces deux entités cessent de recueillir des renseignements et donnent aux parties plusieurs occasions de formuler des observations au sujet des renseignements recueillis.<sup>22</sup>

Alors que les États-Unis pensent que tous les renseignements présentés au cours d'une enquête sont "essentiels", l'article 12 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'Accord antidumping) précise les faits devant être divulgués dans un avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires.<sup>23</sup> À cet égard, l'article 12 donne des indications en réponse à la demande spécifique du Secrétariat concernant des renseignements pouvant "en définitive constituer la base d'une liste exemplative de renseignements qui seraient divulgués en tant que "faits essentiels"" dans une détermination préliminaire.

Le Département<sup>24</sup> et la Commission<sup>25</sup> présentent tous deux des avis détaillés ou des rapports distincts sur les déterminations établies au cours de leurs enquêtes préliminaires.<sup>26</sup> Ces avis et rapports

---

<sup>22</sup> Voir l'article 782 g) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>23</sup> L'article 12.2 est libellé comme suit:

Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative, de toute décision d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8, de l'expiration de cet engagement, et de la suppression d'un droit antidumping définitif. L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête. Tous les avis et rapports de ce genre seront communiqués au Membre ou aux Membres dont les produits font l'objet de la détermination ou de l'engagement et aux autres parties intéressées réputées avoir un intérêt en la matière.

L'article 12.2.1 est libellé comme suit:

Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping ou d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier:

- i) les noms des fournisseurs ou, lorsque cela sera irréalisable, les noms des pays fournisseurs en cause;
- ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;
- iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2;
- iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;
- v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination.

<sup>24</sup> Voir 19 C.F.R. 351.303 (obligation de signification des renseignements aux autres parties), 351.305, 306 (divulgation de renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative), 351.205 (publication de l'avis de détermination préliminaire), 351.309 (invitation à formuler des observations) et 351.310 (auditions).

<sup>25</sup> Voir 19 C.F.R. 207.3 (obligation de signification des renseignements aux autres parties), 207.7 a) 1) (divulgation de renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire

constituent les fondements de l'imposition de mesures provisoires et comprennent les faits qui doivent être divulgués en ce qui concerne l'imposition desdites mesures, comme prévu dans l'Accord antidumping.

#### Question 10, article 9 - "Fixation des droits"

À la suite au débat qui s'est déroulé lors de la dernière réunion du Groupe de travail spécial en octobre 1997, il a été convenu que le Secrétariat inviterait les Membres à communiquer des renseignements additionnels sur ce sujet, comme il est indiqué dans l'aérogramme WTO/AIR/750 (8 janvier 1998). Les Membres qui n'avaient pas encore fourni d'informations au sujet de la façon dont ils appliquaient la règle du droit moindre étaient priés de le faire. Les Membres étaient également invités à donner des renseignements sur leurs procédures de remboursement et sur la façon dont le processus de révision judiciaire rejoignait ces procédures, lesquels serviraient de base pour les débats ultérieurs. Il était précisé que, d'une façon générale, des renseignements factuels fournis par les Membres sur la façon dont ils fixaient les droits, que leur méthode soit rétrospective ou prospective, seraient utiles au Groupe.

En vertu du système d'imposition rétrospective des États-Unis, le montant définitif des droits antidumping est déterminé après l'importation de la marchandise en question. Il existe plusieurs étapes dans une enquête antidumping. Il y a d'abord, l'enquête initiale, qui détermine si une ordonnance en matière de droits antidumping sera prise. Vient ensuite la procédure de réexamen administratif, qui détermine le montant des droits devant être recouvrés. La dernière étape comprend une révision judiciaire de toutes les déterminations finales antérieures établies au cours de la procédure, telle qu'elle est décrite ci-dessous.

#### Enquêtes

Si, au cours de son enquête initiale concernant le dumping, le Département du commerce (le Département) rend une détermination finale positive de l'existence d'un dumping et la Commission du commerce international des États-Unis (la Commission) rend, elle aussi, une détermination finale positive de l'existence d'un dommage important, d'une menace de dommage important ou d'un retard important dans la création d'une branche de production aux États-Unis à la suite d'importations faisant l'objet d'un dumping, une ordonnance finale imposant des droits antidumping est émise par le Département.<sup>27</sup> Au cours de son enquête, ce dernier "évalue" le montant des droits antidumping dus (leur montant réel est déterminé à l'issue de la procédure de réexamen administratif décrite ci-dessous). La garantie pour les droits dus ultérieurement, qui est prélevée sur les marchandises importées aux États-Unis entre la date de la détermination préliminaire positive du Département et la date de publication de son ordonnance imposant des droits antidumping (la "période d'application des mesures provisoires"), peut être prélevée sous la forme soit de cautions, soit de dépôts en espèces.<sup>28</sup> Les importateurs de marchandises déclarées en douane aux États-Unis après émission par la Commission d'une détermination finale positive de l'existence d'un dommage au cours de l'enquête, doivent effectuer un dépôt au titre des droits antidumping égal à la marge de dumping établie dans la détermination finale

---

administrative), 207.12 (publication de l'avis d'enquête préliminaire), et 207.15 (mémoires et conférence); et 207.18 (avis de détermination préliminaire).

<sup>26</sup> Voir l'article 733 f) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>27</sup> Voir l'article 736 a) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>28</sup> Voir l'article 733 c) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

positive du Département. Postérieurement à l'ordonnance, le montant déposé auprès du gouvernement américain doit l'être en espèces plutôt que sous forme d'une caution.<sup>29</sup>

### Réexamens administratifs

Au moins une fois par période de 12 mois commençant au mois anniversaire de la date de publication de l'ordonnance imposant des droits antidumping et seulement à la demande d'une partie intéressée, le Département procède à un réexamen administratif pour déterminer le montant réel du dumping (et les droits dus) pour la période antérieure.<sup>30</sup> Une fois que le Département a procédé au réexamen administratif de l'ordonnance imposant des droits antidumping pour la période antérieure, il calcule normalement un taux d'imposition pour chacune des parties intéressées dont les ventes ont fait l'objet du réexamen. Normalement, il le calcule en divisant les droits antidumping dus sur les ventes de la marchandise visée par la valeur déclarée de cette marchandise. Le Département donne ensuite instruction au Service des douanes d'imposer des droits antidumping en appliquant le taux d'imposition à la valeur déclarée de la marchandise.<sup>31</sup>

Une fois les droits fixés, les importateurs reçoivent un remboursement (avec les intérêts) si le montant déposé au cours de la période antérieure était trop élevé, ou paient une somme additionnelle (avec les intérêts) s'il était trop faible.<sup>32</sup> Le montant du droit antidumping prélevé, suite à un réexamen administratif, sur des marchandises importées aux États-Unis au cours de la période qui sépare la détermination préliminaire positive du Département de celle de la Commission se limite au montant du droit estimé établi dans la détermination préliminaire émise par le Département au cours de l'enquête.<sup>33</sup> En conséquence, si le droit déterminé dans le cadre d'un réexamen administratif est supérieur à l'estimation établie dans la détermination préliminaire émise par le Département au cours de l'enquête, la différence n'est pas prise en compte pour les déclarations en douane faites au cours de la période d'application des mesures provisoires; si le droit déterminé dans le cadre d'un réexamen administratif est inférieur à l'estimation établie dans la détermination préliminaire émise au cours de l'enquête et visant ces déclarations en douane faites au cours de la période d'application des mesures provisoires, le trop-perçu est remboursé, sans les intérêts.<sup>34</sup>

Des demandes de réexamen administratif sont déposées dans environ 50 à 60 pour cent de la totalité des affaires antidumping aux États-Unis. Lorsque aucun réexamen n'est demandé, les droits sont fixés au taux de dépôt exigé au moment de la déclaration en douane<sup>35</sup> et le plafonnement légal des droits pour les marchandises importées au cours de la période d'application des mesures provisoires n'est pas applicable.

### Révision judiciaire

La législation américaine prévoit la possibilité de faire appel des déterminations finales du Département ou de la Commission auprès du Tribunal du commerce international (CIT) des

---

<sup>29</sup> Voir 19 C.F.R. 351.211 a).

<sup>30</sup> Voir l'article 751 de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>31</sup> Voir 19 C.F.R. 351.212 b) 1).

<sup>32</sup> Voir l'article 737 b) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>33</sup> Voir l'article 737 a) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> Voir 19 C.F.R. 351.212 c).

États-Unis.<sup>36</sup> Les décisions du Département de ne pas ouvrir une enquête et les déterminations préliminaires négatives de la Commission sont révisées par le CIT, afin de déterminer si elles sont "arbitraire[s], fantaisiste[s], abusive[s] ou d'autre manière non conforme[s] à la loi". Les déterminations finales du Département et de la Commission sont révisées afin de déterminer si elles sont "non étayée[s] par des preuves suffisantes au dossier ou d'autre manière non conforme[s] à la loi". Après le CIT, les affaires peuvent faire l'objet d'un appel d'abord devant la Cour d'appel des instances fédérales des États-Unis, puis devant la Cour suprême des États-Unis, sur ordonnance de certiorari (la révision d'une affaire antidumping par la Cour suprême est cependant extrêmement rare). Les parties impliquées dans des différends portant sur des produits en provenance du Canada ou du Mexique peuvent demander, à la place, un examen par un groupe spécial binational, comme l'autorise l'Accord de libre-échange nord-américain.

En règle générale, lorsqu'un tribunal ou un groupe spécial établi dans le cadre de l'ALENA indique qu'une détermination rendue soit par le Département, soit par la Commission, est irrégulière, il renvoie la procédure devant l'entité pour qu'elle corrige l'erreur. Les erreurs peuvent être des erreurs de fait (une détermination factuelle non étayée par des preuves suffisantes au dossier) ou de droit (à savoir, lorsque la détermination n'est pas conforme à la loi). Un renvoi est une décision prise par le tribunal, qui oblige l'entité à réouvrir la procédure administrative et à rendre une décision qui soit compatible avec celle du tribunal. En renvoyant sa décision dans le cadre d'un réexamen administratif, le tribunal demande parfois au Département de recalculer le taux des droits antidumping à fixer lorsque les déclarations en douane (dont la liquidation est interdite pendant la durée de la procédure judiciaire dans le cadre d'un réexamen administratif) seront finalement liquidées. Là encore, si le montant déposé pour les déclarations en douane faites au cours de la période de réexamen était supérieur aux droits réels déterminés dans le cadre du réexamen administratif, les importateurs reçoivent un remboursement, avec les intérêts. Si le montant déposé était inférieur aux droits réels déterminés dans le cadre du réexamen, ils paient une somme additionnelle, avec les intérêts.<sup>37</sup>

### Règle du droit moindre

Les États-Unis n'appliquent pas la règle du droit moindre. Cependant, ils souhaiteraient obtenir davantage de renseignements sur la façon dont les autres Membres l'utilisent. Par exemple, les Membres qui disposent d'une telle règle l'appliquent-ils dans toutes les procédures antidumping? Si tel n'est pas le cas, pourquoi? Lorsque les Membres appliquent cette règle, est-elle toujours appliquée à la fois lors de la phase préliminaire et lors de la phase finale de la procédure? Comment les parties intéressées savent-elles qu'un Membre est en train d'examiner si un droit moindre devrait être appliqué? Si une détermination provisoire est rendue, qui n'indique pas que l'on a examiné si un droit moindre devrait être appliqué lors de la phase préliminaire (que cet examen ait effectivement été réalisé ou non), comment les parties intéressées sauront-elles 1) que le Membre a l'intention d'examiner si un droit moindre devrait être appliqué lors de la phase finale et 2) s'il a également l'intention de laisser les mesures provisoires en place pendant plus de quatre mois, en application de l'article 7.4 de l'Accord antidumping, et, le cas échéant, pendant combien de temps - à savoir, cinq mois ou la période maximale autorisée de six mois? Les déterminations finales des Membres qui appliquent la règle du droit moindre contiennent-elles une décision sur le point de savoir si le montant du droit antidumping à imposer sera équivalent à la totalité de la marge de dumping ou inférieur?

---

<sup>36</sup> Voir l'article 516A de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

<sup>37</sup> Voir l'article 737 b) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.